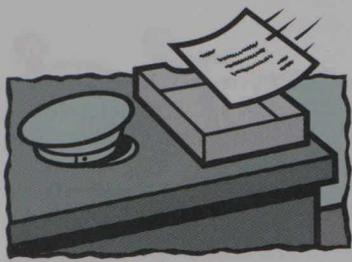


CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



États-Unis – Le cafard du déficit

Des hauts fonctionnaires américains de la Défense ont manifesté leur regret de voir le Canada abandonner les propositions du Livre blanc qui visaient à accroître les dépenses militaires. Washington, néanmoins, s'évertue toujours à trouver des moyens de restreindre son propre budget de défense qui dépasse aujourd'hui les 300 milliards de dollars US. En avril, sans attendre la révision de la stratégie militaire américaine, que le gouvernement Bush repoussait sans cesse, le nouveau secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, a annoncé une série de mesures visant à amputer de 10 milliards de dollars US le budget du Pentagone. Citons notamment les suivantes :

- Le désarmement du porte-avions *USS Coral Sea*, ce qui mettrait effectivement fin au vieux rêve d'une marine de guerre forte de 600 navires, dont quinze porte-avions.
- Un ralentissement à long terme de la mise en oeuvre du programme relatif au bombardier B-2 récemment dévoilé.
- Une réduction de 7 900 membres des effectifs de l'Armée;
- L'annulation du V-22 *Osprey*, un appareil mi-hélicoptère mi-avion destiné aux Marines et devant coûter 22 milliards de dollars US, et le ralentissement ou l'annulation des programmes de construction de divers autres aéronefs tactiques, dont des hélicoptères et de nouvelles versions des F-14 et F-15.
- Relativement à une autre décision budgétaire importante (celle qui concerne l'avenir des missiles stratégiques sol-sol), M. Cheney propose d'enlever les cinquante missiles MX à dix ogives de leurs silos de déploiement actuels et de les monter sur rail. Parallèlement, l'administration continuera à accorder un financement limité au pro-

gramme des missiles *Midgetman* à une seule ogive, arme qui a la faveur du nouveau conseiller en matière de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, mais que l'Armée de l'air n'aime pas en raison de son coût trop élevé vu sa capacité d'emport limitée à une ogive. Selon le *New York Times* du 26 avril, le plan de financement envisagé pour cet engin en retarderait le déploiement jusqu'en 1997 ou 1998.

Les réductions (au moins égales au budget annuel de la Défense canadienne) traduisent l'effort continu des Américains pour faire baisser leurs dépenses militaires. En février, le président Bush a proposé de les geler pour la durée de l'exercice 1990, de les augmenter d'un pour cent en 1991, puis de deux pour cent en 1992. À la mi-avril, M. Cheney et le Congrès sont convenus d'une nouvelle réduction en 1990 afin de se conformer à la législation de ce dernier qui fixe le déficit annuel à une centaine de milliards de dollars US. Le budget militaire de 1990 est maintenant réellement réduit d'environ un pour cent, et il est quasi certain que la tendance restera la même dans les années à venir.

Dans ces circonstances, la position de MM. Bush et Cheney a fait l'objet de critiques, car il n'y est pas question d'une restructuration fondamentale de la politique de défense américaine. Le Pentagone se trouve maintenant dans une situation où il lui faudra payer, pendant les années de vaches maigres (les années 1990), nombre de programmes d'armes onéreux entamés dans l'euphorie des années Reagan. Placé devant des choix difficiles, le gouvernement a d'abord préféré élaguer plutôt que procéder à des coupures sévères. À présent, on semble porté à croire à Washington que seule une forte réduction des effectifs militaires actifs permettra de respecter les contraintes budgétaires. Alors que cet avis rallie de plus en plus de partisans, l'attention commence à se concentrer sur les deux grands en-

gagements pris par l'Armée de terre américaine à l'étranger, envers l'Europe et la Corée du Sud.

L'IDS – Les «Brilliant Pebbles» ou «Fusées savantes»

Le Pentagone est sur le point de prendre sa décision en ce qui concerne la mise au point à grande échelle du système de surveillance et de poursuite des missiles pendant la phase de propulsion (BSTS), système dont l'objet est de signaler tôt l'arrivée de missiles ennemis et de conférer une capacité de poursuite pour les intercepter. Cette décision aura pour toile de fond le débat incessant au sein du gouvernement à propos du budget de l'Initiative de défense stratégique (IDS). On dit que le Comité interarmes des chefs d'état-major et le Département d'État sont tous deux favorables à

une réduction du budget de l'IDS dans l'avenir, ce qui pourrait retarder la pleine mise au point du système BSTS. Bien qu'il ait annoncé en avril une diminution des fonds alloués à l'IDS, M. Cheney et certains organismes officiels voudraient adopter les budgets plus élevés proposés à l'origine par le président Reagan, budgets qui sont nécessaires s'il doit y avoir un déploiement prématuré de défenses anti-missiles.

Tandis que le débat se poursuit, l'IDS a un nouveau «chouchou». Le programme «Brilliant Pebbles» prévoit de déployer des dizaines (voire des centaines) de milliers de petites fusées (un mètre) dans l'espace. Elles disposeraient d'un système informatique autonome contenu dans de petites puces électroniques et de capteurs optiques

Le Canada : un désarmement motivé par le déficit

En 1987, le gouvernement conservateur publiait *Défis et engagements*, le Livre blanc sur la défense qui devait guider la politique canadienne en ce domaine jusqu'à la fin du siècle. Se faisant l'écho de déclarations tant privées que publiques de hauts fonctionnaires, ce document annonçait que, faute d'une augmentation considérable et soutenue des budgets de défense, les forces armées seraient confrontées à un avenir difficile. Il décrivait un écart entre «engagements» et «crédibilité» qui portait atteinte à tout engagement digne de mention pris par les Forces canadiennes. Malgré les améliorations apportées dans les années 1980, le Livre blanc prédisait que, sans une injection importante de fonds, la machine se rouillerait au début des années 1990.

Cela signifiait que les forces stationnées en Europe cesseraient d'être efficaces et qu'au milieu des années 1990, il faudrait les rapatrier. Sans avions de remplacement, il n'y aurait pas assez de CF-18 pour respecter les engagements en Europe et en Amérique du Nord au-delà des années 1990. La plupart des navires opérationnels seraient retirés du service vers le milieu des années 1990, et il ne resterait alors, comme navires de combat, que quatre destroyers de vingt ans et six nouvelles frégates.

Le Livre blanc proposait un programme ambitieux d'acquisition de nouveaux systèmes d'armes, au coeur duquel se trouvait la décision de pourvoir le Canada d'une nouvelle flotte de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire. Ces sous-marins étaient présentés comme le seul moyen qu'avait le pays de se doter d'une marine capable de patrouiller dans les trois océans, notamment dans les eaux arctiques nationales, et d'y exercer une surveillance. Pour financer ce programme de reconstruction, le Livre blanc énonçait une formule en vertu de laquelle les dépenses militaires augmenteraient à un rythme annuel réel de 2 p. 100 pendant quinze ans, avec des hausses additionnelles pour financer les grands programmes d'acquisition à mesure qu'ils se présenteraient. Cependant, selon des estimations indépendantes, c'est une augmentation réelle de 4 à 5 p. 100 par an pendant quinze années qui serait nécessaire pour financer le programme du Livre blanc.

Le budget de 1989 que Michael Wilson a présenté à la fin avril renverse toutes les grandes propositions du Livre blanc, ou en retarde la mise en oeuvre. Le budget de défense pour 1989-1990 est en augmentation de